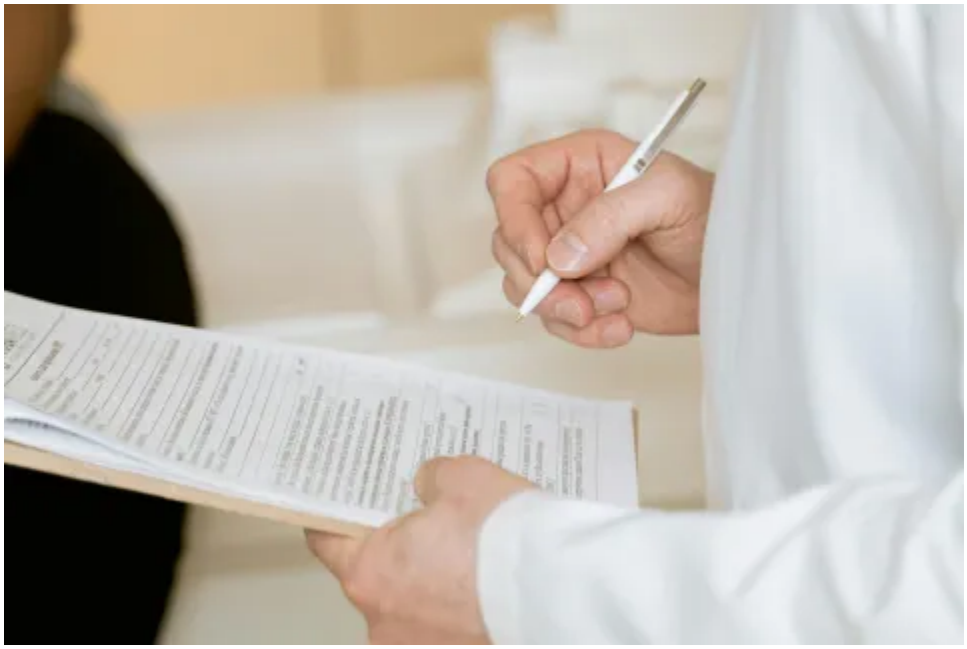
Rentreé sociale 2025-2026 - Le temps de l'esquive est revolu !

Publié le 23 septembre 2025
De Uniopss

SANTÉ

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE



L'Uniopss a tenu, le 19 septembre, sa traditionnelle conférence de presse de rentrée sociale. L'occasion d'appeler les acteurs publics à prendre les décisions de fond qui s'imposent, dans une France fracturée, où la défiance est généralisée.

C'est un constat amer qu'a dressé Daniel Goldberg, président de l'Uniopss, lors de la conférence de presse de rentrée sociale de l'Union le 19 septembre. « En cette rentrée, nous sommes passés du temps des incertitudes au temps de l'imprévisibilité en continu », a-t-il affirmé. En effet, notre pays connaît à la fois un moment de tensions internationales maximales, un risque de dérapage de nos comptes publics dans le cadre d'une économie atone, une crise politique et démocratique auto-entretenue par un débat public stérile et une absence de confiance croissante dans nos institutions. L'absence de maîtrise des finances publiques demande des décisions rapides, dont les conséquences dépendront des remèdes choisis.

Ces décisions nécessaires se situent aussi dans une situation où, d'après les derniers chiffres connus, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté monétaire en France métropolitaine. Ce taux de pauvreté de 15,4 % est le plus élevé depuis qu'il est calculé (1996), en augmentation de 0,9 % en un an. Les dépenses contraintes (logement, énergie, alimentation) absorbent une part croissante du budget des ménages modestes et des classes moyennes, atteignant plus de 35 % du revenu disponible pour les déciles les plus bas. « Le pays a su se mobiliser pour reconstruire Notre-Dame en 5 ans. Il est à souhaiter que nous déployions la même énergie collective pour réduire la pauvreté dans cette même durée de cinq années », a souligné Daniel Goldberg. Pour l'Uniopss, les solidarités ne peuvent pas être jetées avec l'eau des déficits !

Ces tensions économiques et sociales renforcent les raisons de craindre les mois qui viennent, tant pour la situation des personnes vulnérables, que pour l'avenir des organisations. « Un vent mauvais souffle sur les solidarités ». Les organismes sont tous dans un déficit structurel dont ils ne sont pas responsables.

Une analyse partagée par Stéphane Lenoir, directeur général de l'Uniopss par intérim, qui a rappelé l'urgence d'agir pour soutenir les associations de solidarité, « un maillon essentiel de la vie et de la dynamique de nos territoires et de notre démocratie ». Ces dernières affrontent des défis majeurs, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche domiciliaire, comme le vieillissement de la population, la persistance de la pauvreté ou encore l'effritement du lien social. « Elles doivent faire face à des problématiques récurrentes de trésorerie, de baisses régulières des subventions, d'attractivité, mais également composer avec l'incohérence des politiques publiques, ce qui pénalise l'accompagnement des personnes les plus fragiles. »

Une incohérence également observé dans le secteur de la santé mentale. « La Grande Cause a permis de faire connaître cette problématique rencontrée par plus de 50 % des citoyens, notamment des jeunes. Cependant, malgré les ambitions énoncées, les solutions annoncées par les pouvoirs publics ne sont pas assorties de

moyens. Si la Grande Cause 2025 ne se traduit pas par de grands moyens pour 2026 et pour les années à venir, alors cela participera à discréditer encore davantage la parole publique », a indiqué Raphaël Moreau, conseiller technique Santé/ESMS à l'Uniopss.
Pour le président de l'Uniopss, dans cette France en difficulté, fracturée et indécise, on ne peut plus continuer de tergiverser. Soit nous laissons se développer le chacun pour soi, le sauve-qui-peut individuel pour tous les aléas de la vie, soit nous faisons le choix des solidarités, à la fois comme moteur et comme ciment de notre société. « Mais, faire le choix des solidarités, ce n'est pas glorifier, seulement, le passé, comme nous allons le faire début octobre avec les 80 ans de la Sécurité sociale. C'est préparer l'avenir, et déjà, résoudre concrètement les problèmes du présent ».
C'est ainsi que l'Uniopss veut prendre part à ce débat : en défense du système de protection sociale mutualisé et collectif, seul capable de prendre soin de toute population ; en promotion du rôle des acteurs privés non lucratifs comme essentiels ; en défricheur de solutions nouvelles adaptées aux temps présents et aux besoins nouveaux ; en établissant un modèle robuste de gouvernance et de financement à léguer aux jeunes générations, comme l'ont fait nos aînés.
« En cette rentrée, il ne s'agit pas pour l'Uniopss de célébrer un passé qui serait révolu. Au contraire, il est temps que les acteurs associatifs et mutualistes reprennent fortement la parole pour aider le pays à se ressaisir. » Ces thèmes seront au cœur du prochain congrès de l'Uniopss, les 31 mars et 1er avril 2026 à Paris : « Place de individus, pouvoir du collectif... A l'heure des choix, donnons de la force à notre société ! ».
Contact presse
Valérie Mercadal
01 53 36 35 06
vmercadal@uniopss.asso.fr

Communiqué de presse du 19/09/2025

Numéro de fiche
113.72 Ko